

---

---

## PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
et de l'Environnement  
Bureau des Installations Classées

### ARRETE

N° 971157 du 19 JUIN 1997 portant  
autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées

### LE PREFET DU HAUT-RHIN *Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU la demande présentée par la Société SURFINSER dont le siège social est Route de Guebwiller à PULVERSHEIM, en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre et d'étendre ses activités de traitement de surface à cette même adresse ;
- VU le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise du 9 décembre 1996 au 24 janvier 1997
- VU l'arrêté préfectoral initial d'autorisation du 2 février 1979 ;
- VU le récépissé de déclaration du 5 novembre 1993 ;
- VU les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative ;
- VU le rapport du **25 AVR. 1997** de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'Inspection des Installations Classées ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du **22 MAI 1997**

**CONSIDERANT** que ces installations constituent des activités soumises à autorisation et déclaration visées au n° 2565, 2567, 1131, 2560, 2561, 2910, 2920 de la nomenclature des installations classées ;

**SUR** proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

## **ARRETE**

### **1. Généralités**

- 1.1 Champ d'application
- 1.2 Conformité aux plans et données techniques
- 1.3 Mise en service
- 1.4 Accident - Incident
- 1.5 Modification - extension
- 1.6 Changement d'exploitant
- 1.7. Abandon de l'exploitation

### **DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS**

#### **2. Prévention de la pollution atmosphérique**

- 2.1 Principes généraux
- 2.2 Conduits d'évacuation

#### **3. Prévention de la pollution par les déchets**

- 3.1 Principes généraux
- 3.2 Inventaire
- 3.3 Transport
- 3.4 Valorisation
- 3.5 Stockage interne

#### **4. Prévention contre le bruit et les vibrations**

- 4.1 Principes généraux
- 4.2 Insonorisation des engins de chantier
- 4.3 Appareils de communication
- 4.4 Niveaux acoustiques

#### **5. Prévention de la pollution des eaux**

- 5.1 Prélèvements d'eau
- 5.2 Collecte et évacuation des effluents liquides
- 5.3 Aménagements pour prévenir les pollutions accidentelles

## **6. Dispositions relatives à la sécurité**

- 6.1 Dispositions générales
- 6.2 Evaluation des risques et caractérisation des zones
- 6.3 Prévention et lutte contre l'incendie
- 6.4 Installations électriques
- 6.5 Protection contre la foudre
- 6.6 Canalisations

## **7. Contrôles**

- 7.1 Principes généraux
- 7.2 Contrôle des rejets d'eaux résiduelles
- 7.3 Contrôle des émissions de bruit
- 7.4 Contrôle des conditions d'élimination des déchets
- 7.5 Contrôle des gaz rejetés
- 7.6. Contrôle de la qualité des eaux souterraines

## **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

- 8.1 Traitement de surface
- 8.2. Travail des métaux
- 8.3. Nettoyage au solvéthane
- 8.4. Cirage
- 8.5. Stockage et emploi d'acétylène
- 8.6. Recuit et revenu de métaux
- 8.7. Installations de combustion
- 8.8. Installations de compression, réfrigération

## **9. Dispositions transitoires**

## **10. Dispositions diverses**

## GENERALITES

### 1.1 Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations exploitées par la **Société SURFINSER** située route de Guebwiller à PULVERSHEIM et se substituent aux dispositions fixées par l'arrêté d'autorisation n° 57979 du 2 février 1979 et le récépissé du 5 novembre 1993.

L'autorisation vise les installations répertoriées dans le tableau suivant :

Numéro	Désignation des rubriques	A, D ou S et rayon d'affichage	Volume
1131	<b>Emploi et stockage de substance toxique</b> 1. Substance solide, quantité totale présente dans l'installation étant : c) comprise entre 5 et 50 t	D	Acide chromique Quantité maximale stockée : 3,6 t Quantité maximale utilisée dans les bains de chromage : 7,6 t Total : 11,2 t
1175 (251)	<b>Emploi de liquides organohalogénés</b> pour le dégraissage, la quantité étant supérieure à 200 litres	Activité non classée	Nettoyage de pièces métalliques par du solvène dans 3 bacs d'une capacité de 50 l Quantité totale utilisée : 150 l
1220 (328 bis)	<b>Stockage et emploi de l'oxygène</b> la quantité totale présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t	Activité non classée	Oxygène stocké pour l'activité de rechargement Quantité totale : 115A kg dans un cadre de 8 bouteilles Activité déclarée le 28.12.94
1418 (6)	<b>Stockage et emploi de l'acétylène</b> la quantité totale présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 kg	Activité non classée	Acétylène stocké pour l'activité de rechargement Quantité totale : 64 kg dans un cadre de 8 bouteilles Activité déclarée le 28.12.94
1430 (253)	<b>Dépôt de liquides inflammables</b> B. De 1ère catégorie, dont le point d'éclair est compris entre 0 et 55° C Dépôt de capacité nominale supérieure à 10 m³	Activité non classée	Dépôt de peinture (laque glycérophtalique) et de nettoyant S.H d'une capacité totale de 0,035 m³
2560 (281)	<b>Travail mécanique des métaux et alliages</b> la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. Comprise entre 50 et 500 kW	D	Travail des métaux par tournage, fraisage, perçage, sciage rectification et meulage Puissance totale des 28 machines-outils : 300 kW Activité déclarée le 28.12.94

Numéro	Désignation des rubriques	A, D ou S et rayon d'affichage	Volume
2561 (285)	Trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	D	Recuit ou revenu des pièces métalliques dans des fours à résistances électriques puissance totale des 4 fours : 281 kW
2565 (288)	<p>Traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc. Par voie électrolytique, chimique ou par emploi de liquides halogénés :</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement de mise en oeuvre étant :</p> <p>a) supérieur à 1 500 l</p>	A 1 km	<p>Chromage dur par voie électrolytique en cuves de traitement</p> <p><u>Situation actuelle</u></p> <p>Volume de la cuve la plus petite : 4 m<sup>3</sup></p> <p>Volume total des bains de traitement et des rinçages morts : actuel : 71 m<sup>3</sup> projeté : (2000) : 81 m<sup>3</sup></p> <p><u>Situation ancienne</u></p> <p>Correspondant à l'arrêté préfectoral du 22.02.79</p> <p>Volume de la cuve la plus petite : 2,2 m<sup>3</sup></p> <p>Volume total des bains de traitement et des rinçages morts : 26 m<sup>3</sup></p>
2565 (288)	<p>Traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc. Par voie électrolytique, chimique ou par emploi de liquides halogénés :</p> <p>3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements</p>	D	<p>Métallisation électrolytique par électrolyse au tampon</p> <p>Activité déclarée par récépissé de déclaration datant du 5 novembre 1993</p>
2567 (289)	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou pulvérisation de métal fondu	A 1km	Revêtement métallique sur pièces métalliques par projection de métal fondu au pistolet oxyacétylénique

Numéro	Désignation des rubriques	A, D ou S et rayon d'affichage	Volume
2910 (153)	<b>Installations de combustion</b>  A. L'installation consommant du gaz naturel  2. La puissance thermique maximale étant comprise entre 2 et 20 MW	D	Brûleurs du préchauffage avant soudure ou rechargement Puissance totale : 2,75 MW  1 chaudière de puissance 0,335 MW  2 aérothermes de puissance unitaire 0,09 MW  1 thermo-bloc de puissance 0,41 MW  Puissance thermique totale : 3,595 MW
2920 (361)	<b>Installation de compression ou de réfrigération :</b> 2. Utilisant des fluides ininflammables et non toxiques la puissance absorbée étant comprise entre 50 et 500 kW	D	2 compresseurs d'une puissance unitaire de 22 kW  1 installation de réfrigération air-eau projetée en 1998 d'une puissance de 186 kW  puissance absorbée totale : 230 kW
2940 (405)	<b>Application de peinture sur support métal</b>  2. Par enduction la quantité maximale susceptible d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j	Activité non classée	Pose d'application de peinture dans le local électrolyse tampon  quantité annuelle utilisée : 5 kg

**D = Déclaration**

**A = Autorisation**

## **1.2 Conformité aux plans et données techniques**

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation sauf dispositions contraires du présent arrêté et des règlements en vigueur.

## **1.3 Mise en service**

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

#### **1.4 Accident - Incident**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

- L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Sont à signaler notamment en application de cet article :

- tout déversement accidentel de liquide polluant
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumées ou de gaz irritants, odorants ou toxiques,
- toute élévation anormale du niveau des bruits émis par l'installation,
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau de bruit, de la teneur des fumées en polluants, des installations électriques, de nature à faire soupçonner un mauvais fonctionnement des installations pouvant entraîner de graves inconvénients, ou l'existence d'un danger.

En cas de pollution accidentelle, il devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les effets du rejet sur le milieu.

- Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, l'état des installations sinistrées ne doit pas être modifié sans l'accord de l'Inspection des Installations Classées.
- La remise en service d'une installation hors d'usage sera subordonnée selon le cas à une nouvelle autorisation ou déclaration (article 39 du décret du 21 septembre 1977).

#### **1.5 Modification - Extension**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

#### **1.6 Changement d'exploitant**

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21.09.77).

### **1.7 Abandon de l'exploitation**

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui précède cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34-1 du décret du 21 septembre 1977). En particulier il ne devra subsister sur le site aucune cavité, déchets ou pollution des sols ou des eaux.

## **DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS**

Les installations, visées au § 1.1. ci-dessus, seront installées et exploitées conformément aux dispositions suivantes :

### **2. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

#### **2.1 Conditions de rejet**

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère devront respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution.

Ces valeurs seront déterminées à partir d'un échantillon représentatif sur une durée voisine d'une demi-heure.

Nature de l'installation	Paramètre	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	flux horaire	méthode normalisée de mesure
Cabines de rechargement	Poussières	$\leq 100$	< 0,17 kg/h	NFX 44 052
Cheminées n° 1, 2 et 3	Acidité totale exprimée en H <sup>+</sup>	$\leq 0,5$		NFX 44 052
	Cr total dont Cr VI	$\leq 1$ $\leq 0,1$		NFX 44 052
	Alcalins exprimés en OH <sup>-</sup>	$\leq 10$		

Les éluats récupérés seront soit considérés comme déchet au sens de l'article 3.1.1. ou comme produit réutilisable dans le circuit de production.



## **2.2 Conduits d'évacuation**

Les conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère devront être dimensionnés en hauteur et section conformément aux règles qui leur sont propres :

- arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
- arrêté ministériel du 27 juin 1990 relatif en particulier aux conditions d'évacuation des rejets des installations de combustion.

Les conduits seront pourvus de dispositifs facilement accessibles conformes à la norme NFX 44 052 pour permettre d'effectuer des prélèvements.

Leur forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents.

En ce qui concerne les conduits d'évacuation des vapeurs chromiques, ils seront disposés de telle manière que leur étanchéité puisse toujours être contrôlée en totalité.

## **3. PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DECHETS**

### **3.1 Principes généraux**

L'exploitant s'attachera le plus possible à :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes de la limitation de leurs volumes.

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

**3.1.1. Les déchets industriels spéciaux ultimes** (au sens du § de l'arrêté du 18 décembre 1992)

- \* de catégorie A (déchets de neutralisation des gaz, boues d'usinage, etc...) au sens de l'article 7 de ce même arrêté devront être stabilisés avant mise en stockage permanent.
- \* de catégorie B (bains de traitement de surface, résines échangeuses d'ions, résidus de peinture, etc...) au sens de l'article 8 de ce même arrêté devront être stabilisés à compter du 30 mars 1998 avant de pouvoir être admis dans des installations de stockage permanent.

**3.1.2. Les déchets industriels banals** ne pourront être éliminés en décharge à compter du 1er juillet 2002 que s'ils sont considérés comme ultimes au sens de l'article 1er de la loi du 15 juillet 1975 modifiée.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les déchets toxiques seront stockés dans des récipients dûment étiquetés, placés sur cuvette de rétention en attente d'enlèvement.

Si les déchets sont confiés à une entreprise extérieure à l'entreprise, l'exploitant sera solidairement responsable des dommages éventuellement causés à des tiers.

**3.2** Les huiles usagées seront éliminées, conformément à l'arrêté et au décret du 21 novembre 1979 modifiés portant réglementation sur la récupération des huiles usagées.

**3.3** Toute mise en dépôt définitif dans l'enceinte de l'établissement de tout déchet est interdite.

**4. PREVENTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS**

**4.1 Principes généraux**

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

**4.2 Insonorisation des engins de chantier**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, à titre du décret du 18 avril 1969.

### **4.3 Appareils de communication**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou à signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **4.4 Niveaux acoustiques**

Les niveaux limites admissibles de bruit ne devront pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :

	PERIODES					
Horaires	6 h00	6 h 30	7 h00	20 h00	21 h 30	22 h00
Emergence maxi en dB(A)	≤ 3		≤ 5			≤ 3
Niveaux limites admissibles en dB(A)	55	60	65	60		55
Niveaux limites admissibles en dB(A) pour le point 1 du dossier de demande page III.59	50	55	60	55		50

*Les dimanches et jours fériés, en période diurne (06h30 / 21h30), les niveaux limites sont de 60 dB (A) et l'émergence maxi de 3 dB(A) et respectivement 55 dB(A) et 3 dB(A) pour le point 1.*

*Pour le point (1) ci-dessus*

*L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit constatés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.*

## **5. PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX**

### **5.1 Prélèvements d'eau**

Afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau potable, le réseau interne d'eau sera isolé conformément au décret n° 95-363 du 5 avril 1995 par un bac de disconnection ou un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable, dont l'installation est soumise à déclaration préalable à la D.D.A.S.S.

Le réseau interne à usage sanitaire sera branché en amont du dispositif de disconnection.

L'ensemble des alimentations sera pourvu d'un compteur volumétrique agréé. L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées l'état de ses consommations annuelles d'eau.

## **5.2 Collecte et évacuation des effluents liquides**

Les eaux seront collectées selon leur nature. On veillera à les séparer jusqu'au point où leur mélange n'entraîne pas une utilisation supplémentaire d'eau ou ne nuit plus à leur épuration.

- a) les eaux sanitaires seront traitées en conformité avec les instructions en vigueur concernant le code de la santé publique
- b) les eaux pluviales provenant des toitures et non susceptibles d'être polluées seront dirigées vers des fossés drainants
- c) les eaux de refroidissement seront mises en circuit fermé (voir § 9.2.).
- d) les eaux pluviales du parking seront évacuées après passage au travail d'un débourbeur séparateur d'hydrocarbures.

Tout autre rejet dans le milieu naturel d'une manière générale est interdit.

## **5.3 Aménagements pour prévenir les pollutions accidentelles**

### **5.3.1 Egouts et canalisations**

Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches. Elles seront placées dans des endroits visibles et accessibles. Les conduites non aériennes seront pourvues de caniveaux avec point bas.

Les matériaux utilisés pour la réalisation et le dimensionnement de ces aménagements devront en permettre une bonne conservation dans le temps pour résister aux agressions mécaniques, physiques, chimiques...

Un plan des réseaux situant les secteurs collectés, les regards, les points de branchement de rejets sera tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### **5.3.2 Capacités de rétention**

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieures à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres.

Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles devront présenter une stabilité au feu de degré 2 heures.

Les stockages de produits différents dont le mélange est susceptible de présenter un risque devront être associés à des capacités de rétention distinctes.

Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

### **5.3.3 Postes de chargement ou de déchargement**

Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de liquides susceptibles d'être toxiques pour le milieu naturel seront étanches, balisées et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures. Les éventuels siphons de sol seront pourvus de dispositif d'obturation. Les eaux recueillies à cette occasion seront considérés comme déchets au sens de l'article 3.

### **5.3.4 Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

Le volume constitué par l'ensemble du bâtiment n° 1 comprenant en particulier les cuvettes de rétention situées au niveau du sol, ainsi que par les canalisations devront être aménagées pour servir de bassin de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie de ce bâtiment ainsi que des annexes de stockage de produits

Les vannes ou dispositifs permettant d'atteindre un volume de confinement de 81 m<sup>3</sup> devront être facilement manoeuvrables soit par le personnel soit par les pompiers. Un affichage sera réalisé à cette fin.

## **6. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE**

### **6.1 Dispositions générales**

Afin d'en contrôler l'accès, les installations externes aux deux bâtiments seront clôturées.

## **6.2 Evaluation des risques et caractérisation des zones**

### **6.2.1.**

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les installations sont divisées en trois zones de dangers potentiels :

- |          |   |
|----------|---|
| Zone I   | Zone où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente                              |
| Zone II  | Zone où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée |
| Zone III | Emplacements spéciaux avec mesures particulières (locaux électriques).  |

## **6.3 Prévention et lutte contre l'incendie**

### **6.3.1**

Toutes précautions seront prises pour éviter la propagation d'un incendie d'une installation à l'autre et pour faciliter l'intervention des services de lutte contre l'incendie. En particulier sera mis en place :

- des extincteurs répartis et RIA à l'intérieur des locaux à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles (conformément au paragraphe 4.4.2.2. de la demande d'autorisation) ; tout point de bâtiment sera couvert par deux robinets d'incendie armés (RIA) ;
- des ventilations hautes (exutoires de fumée) conformes à l'instruction n° 246 du 3 mars 1982 relative au désenfumage (JO du 4 mai 1982), dotées de commandes manuelles d'ouverture facilement manoeuvrables depuis le plancher et reportées près des accès. Les portes, fenêtre, vasistas et soupiraux peuvent intervenir dans le calcul, s'ils sont inclus dans le tiers supérieur des locaux ;
- d'un portillon de 0,80 mètre minimum s'ouvrant vers l'extérieur de chacun des volumes et munis de poignées "anti-panique" ;
- d'un éclairage de sécurité en cas d'interruption accidentelle de l'éclairage normal conforme à l'arrêté du 10 novembre 1976 ;
- 2 poteaux d'incendie normalisés (PIN) - diamètre 100 mm, disposés autour de l'établissement, de sorte que toute issue des bâtiments soit distante de 100 mètres maximum par rapport à l'un d'eux. Ces appareils devront pouvoir fonctionner simultanément à débit et pression nominaux.

**6.3.2** Les zones définies à l'article 6.2.1 seront matérialisées. L'interdiction de fumer et d'y faire du feu y sera affichée.

**6.3.3** Le suivi et l'entretien du matériel de protection contre l'incendie feront l'objet de consignes. Les extincteurs seront vérifiés annuellement.

**6.3.4** L'exploitant établira un plan d'intervention interne précisant notamment l'organisation de l'intervention, les effectifs affectés à l'intervention, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre l'incendie répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les corps de sapeurs pompiers.

Ces plans seront tenus à jour et transmis aux Services Publics de lutte contre l'incendie compétents.

Le personnel sera initié à l'utilisation de ces moyens de lutte et sera entraîné périodiquement, au minimum annuellement.

**6.3.5** L'exploitant établira et fera respecter par le personnel des consignes de sécurité, de mise en sûreté des installations en cas d'incident et de lutte contre l'incendie. Ces consignes seront affichées dans les locaux fréquentés

#### **6.3.6 Permis de feu**

Dans les zones définies à l'article 6.2.1., tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis. Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

### **6.4 Installations électriques**

**6.4.1** Les matériels électriques basse tension et haute tension seront conformes aux normes en vigueur.

En outre, les installations électriques utilisées dans les locaux, devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des Installations Classées, et susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980).

- 6.4.2** Dans les zones de type I (définition du paragraphe 6.2.1), le matériel sera réduit au strict nécessaire et dans ce cas relèvera de la norme NF C 23-514, (type EEx ia ou Ex).
- 6.4.3** Les installations électriques seront entretenues et vérifiées au moins une fois par an par un organisme qualifié, en application de l'article 55 du décret n° 88 1056 du 14 novembre 1988. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
- 6.4.4** Un interrupteur général extérieur aux différents locaux devra permettre de couper le courant en cas de nécessité, ou en dehors des heures de travail.
- 6.4.5** Les appareils et masses électriques (machines, manutention) devront être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentiellles.

La mise à la terre sera unique et effectuée suivant les règles de l'art.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.

## **6.5 Protection contre la foudre**

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre (conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et à la circulaire du 28 octobre 1996).

## **6.6 Canalisations**

Les canalisations seront repérées conformément aux normes NF X 08-100 et NF X 08-105.

## **7. CONTROLES**

### **7.1 Principes généraux**

D'une manière générale, tous les rejets et émissions devront faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par le permissionnaire.

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesure de niveau sonore ou de vibration.

Ces contrôles devront permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge du permissionnaire.



L'exploitant transmettra à l'Inspecteur des Installations Classées, dans le premier mois de chaque trimestre suivant les contrôles, les résultats. En cas de phases d'éventuels dépassements, des précisions seront apportées à l'envoi.

## **7.2 Contrôle des rejets d'eaux résiduaires**

Les ouvrages de rejets d'eaux résiduaires seront équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets.

Le permissionnaire est tenu de permettre l'accès, à toute époque, à ces dispositifs aux agents délégués par la DRIRE.

## **7.3. Contrôle des émissions de bruit**

Un contrôle de la situation acoustique pourra être effectué par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées. Ce contrôle sera effectué par référence à l'article 4 ci-dessus.

## **7.4 Contrôle des conditions d'élimination des déchets**

L'exploitant conservera pendant 3 ans un récapitulatif des opérations d'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe 4.1. de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 sus-indiqué.

## **7.5 Contrôle des gaz rejetés**

Avant toute dilution, les gaz rejetés devront respecter les valeurs fixées au paragraphe 2.1. Un contrôle annuel sera effectué par un organisme extérieur.

## **7.6. Contrôle des eaux souterraines**

L'exploitant fera réaliser pendant 2 ans tous les trimestres des prélèvements, dans les piézomètres du site. Cette périodicité sera ensuite annuelle après accord de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Les paramètres mesurés seront Cr VI, Cr total, nickel, solvants organohalogénés, hydrocarbures dissous ou émulsionnés, pH.

## **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les prescriptions de l'arrêté du 26 septembre 1985 modifié, relatif aux ateliers de traitement de surface, seront respectées et en particulier :

### **8.1 Traitement de surface**

#### **8.1.1. Chromage électrolytique (bâtiment 1)**

Le volume des cuves de traitement et des bains morts est de 68,47 m<sup>3</sup> : situation future : 75,47 m<sup>3</sup>

##### **Chaîne série**

Cuve n° 1 dégraissage : 6 m<sup>3</sup>  
n° 2 rinçage statique : 4,2 m<sup>3</sup>  
n° 3 décapage : 4,2 m<sup>3</sup>  
n° 4 rinçage statique : 4,8 m<sup>3</sup>  
n° 6 rinçage statique : 4,8 m<sup>3</sup>  
n° 7 chromage électrolytique : 7,15 m<sup>3</sup>  
n° 8 chromage électrolytique : 2,5 m<sup>3</sup> (commune à la chaîne profonde)  
n° 9 chromage électrolytique : 8,6 m<sup>3</sup>

Capacité de la chaîne série : 42,25 m<sup>3</sup>.

##### **Chaîne profonde**

Cuve n° 14 dégraissage : 3,28 m<sup>3</sup> - situation future 6,1 m<sup>3</sup>  
n° 12 décapage : 4,8 m<sup>3</sup> - situation future 6,2 m<sup>3</sup>  
n° 10 chromage électrolytique : 7,64 m<sup>3</sup>  
n° 11 chromage électrolytique : 4,6 m<sup>3</sup>  
n° 16 rinçage statique : 3,2 m<sup>3</sup> - situation future 6 m<sup>3</sup>.

Capacité de la chaîne profonde : 23,52 m<sup>3</sup> - situation future : 30,52 m<sup>3</sup>.

##### **Chaîne de déchromage**

N° 27 déchromage : 2,7 m<sup>3</sup> .

#### 8.1.1.1 - Aménagement

Les appareils (cuves, filtres, canalisations, dépôts) susceptibles de contenir des acides, des bases ou des toxiques, seront construits conformément aux règles de l'Art. Les matériaux utilisés à leur construction devront être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur la surface en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier et leurs parois extérieures seront constituées en matériaux non combustibles.

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une cuvette de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal à celui fixé au § 5.3.2.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation, et les liaisons. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas avec coupure de l'électrovanne générale d'alimentation d'eau. Cette alarme devra aboutir le week-end et les jours fériés vers une personne susceptible d'intervenir.

Les systèmes de rétention sont conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler.

L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

Le stockage de

- \* trioxyde de chrome ne sera pas associé à des substances réductrices (soufre, phosphore, ammoniac, etc...), ni à des matières combustibles. Il sera pourvu de fermeture de sûreté.
- \* d'hydroxyde de sodium ne sera pas associé à des acides ou à des nitroparaffines
- \* d'acide sulfurique ne sera pas associé à des matières organiques ou des bases fortes.

#### 8.1.1.2 Bains concentrés et déchets

Les bains concentrés usés, les bains morts, les boues déposées dans les cuves de traitement, les eaux de nettoyage des sols ou des capacités ayant été souillées ou ayant contenu des bains concentrés seront considérés comme des déchets au sens du § 3.1.1

- \* ils ne seront en aucun cas rejetés à l'égout ou au milieu naturel
- \* ils ne pourront être traités ou détruits que par un centre de détoxification agréé. Les bons de destruction seront tenus à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (Inspection des Installations Classées
- \* en attendant leur enlèvement, ils seront stockés dans une cuve munie d'une cuvette de rétention étanche, cuvette protégée des agressions mécaniques extérieures
- \* l'industriel devra tenir à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (Inspection des Installations Classées) toute information utile sur la composition des bains. Cette composition et les quantités utilisées seront inscrites dans un registre.
- \* la cuve de stockage des éluats (n° 25) disposera d'une alarme haute ainsi qu'une alarme basse permettant de conserver une hauteur minimum de fluide au-dessus des dispositifs hors-gel.

#### 8.1.1.3. Eaux de rinçage

L'ensemble des eaux de rinçage sera en circuit fermé.

#### 8.1.1.4 Eaux de refroidissement

Jusqu'à la mise en place du circuit fermé, une mesure de résistivité contrôlera la qualité du rejet. En cas de dépassement de la valeur de consigne, elle actionnera l'électrovanne d'alimentation d'eau d'entrée ainsi que celle située avant sortie du site.

L'alarme sera basculée vers une personne de permanence les week-end et jours fériés.

#### 8.1.1.5 Exploitation

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations,...) sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier en particulier :

- \* les pots P1 et P2 des fosses de rétention seront vérifiés journallement
- \* l'état des parois intérieures et extérieures de l'ensemble des cuves sera inspecté par cycle de 12 mois. Il en sera de même pour les échangeurs
- \* les alarmes visées ci-dessus 8.1.1.1. ET 8.1.1.4 seront validées tous les trimestres.

Ces vérifications seront consignées dans un document prévu à cet effet et mis à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (inspection des Installations Classées).

#### 8.1.1.6 Consignes

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité seront établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifieront notamment :

- \* la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier de traitement de surface après une suspension prolongée d'activité
- \* les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport
- \* la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation
- \* les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance.

#### 8.1.2. **Electrolyse au tampon (bâtiment 1)**

Les électrolytes usagés seront traités dans un centre agréé.

L'ensemble des eaux de rinçage utilisées à ce poste sera considéré comme déchet et traité comme les électrolytes.

L'ensemble des produits de traitement, électrolytes, bains usés, solvant, peinture, etc... seront pourvus de cuvettes de rétention conformes à l'article 5.3.2.

L'application de peinture, connexe à ce poste sera pourvu d'une captation

#### 8.1.3. **Pulvérisation de métal fondu (bâtiment 2)**

Les organes de coupure des brûleurs de gaz naturels des préchauffeurs seront identifiés et signalés. Les postes de rechargement seront pourvus d'écrans afin de les isoler, sur trois côtés, des activités connexes.

## **8.2. Travail des métaux (bâtiments 1 et 2)**

Le local d'utilisation et de stockage des fluides de coupe devra répondre aux conditions fixées à l'article 5.3.2. Les matières combustibles seront stockées à distance des postes de soudage.

## **8.3. Nettoyage au solvéthane (bâtiment 1)**

Ce nettoyage réalisé dans 3 bacs de 50 litres, sera pourvu :

- d'un capotage pour éviter les pertes de solvant
- d'une cuvette de rétention répondant à l'article 5.3.2.

## **8.4. Cirage (bâtiment 1)**

Le volume de cette cuve est de 3,12 m<sup>3</sup>. Elle sera pourvue d'un couvercle commandable à distance permettant d'étouffer un départ éventuel de feu.

## **8.5. Stockage et emploi d'acétylène**

Les récipients de l'installation centrale de distribution devront être placés dans leur position normale d'utilisation, robinet en haut, et arrimés, pour garantir leur stabilité.

L'installation centrale de distribution devra comporter un ou plusieurs collecteurs généraux (rampes) auxquels seront reliés les récipients d'acétylène dissous et un poste de détente et de contrôle.

Le poste de détente et de contrôle devra assurer une pression effective d'écoulement ne dépassant pas 1,5 bar et être équipé, à sa sortie, d'un dispositif d'arrêt d'explosion.

Lorsque plusieurs récipients sont groupés sur une même rampe, tous les récipients de la rampe devront être utilisés simultanément.

Si l'installation comporte plusieurs rampes, il ne devra y avoir qu'une seule rampe en cours d'utilisation. Lorsque la rampe en fonctionnement sera sur le point d'être épuisée on pourra utiliser momentanément deux rampes sous réserve que la conception du poste de détente soit telle que tout reflux de gaz d'une rampe vers l'autre soit impossible.

Si l'acétylène est utilisé avec un gaz comburant sous pression, un organe de sécurité s'opposant à tout reflux vers le poste central de détente devra être placé entre la canalisation de distribution d'acétylène et chaque poste d'utilisation.

Les organes anti-retour et d'arrêt d'explosion devront être d'un type efficace et entretenues en bon état de fonctionnement. Leur efficacité devra être attestée par un certificat de l'installateur.

Le diamètre des canalisations devra être partout réduit au minimum compatible avec les nécessités d'exploitation. Le diamètre intérieur des canalisations avant le poste de détente ne devra, en aucun cas dépasser 21 millimètres.

Les tuyauteries flexibles devront être en matériau résistant à l'acétylène et à son solvant et capables de résister à une pression au moins égale au triple de la pression maximale des récipients pour une température de 50°C. Elles devront être raccordées par un dispositif métallique étanche et empêchant toute disjonction accidentelle.

Les appareils contenant de l'acétylène seul ou en mélange avec d'autre gaz ne devront comprendre, dans leurs parties en contact avec le gaz, aucune pièce en cuivre ou en alliage à plus de 70 % de cuivre, à moins que cet alliage ne présente pas de danger au contact de l'acétylène.

L'emploi de tout métal non ductile pour les canalisations, raccords, vannes et autres organes d'équipement de la centrale est interdit.

Les canalisations devront être repérées au moyen de couleurs normalisées.

Le dépôt devra être protégé par une enceinte fermée d'une hauteur minimale de 1,75 mètre totalement ou partiellement grillagée.

Cette enceinte devra être pourvue d'une porte, au moins, construite en matériaux incombustibles s'ouvrant vers l'extérieur.

Le dépôt devra être distant d'au moins :

- 8 mètres d'un immeuble habité ou occupé par des tiers ;
- 8 mètres d'un dégagement accessible au tiers ou d'une voie publique ;
- 8 mètres d'un bâtiment construit en matériaux combustibles, de tout dépôt de matières combustibles ou comburantes et de toute activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion.

Cette dernière distance ne sera pas exigible si le dépôt est séparé du bâtiment, du dépôt de matières combustibles ou comburantes ou de l'activité classée par un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 mètres et prolongé du côté du dépôt par un auvent construit en matériaux incombustibles et pare-flamme de degré 1 heure de largeur minimale de 3 mètres en projection horizontale.

Ce mur devra être prolongé, de part et d'autre du dépôt, par des murs de retour sans ouverture, construits en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré 1 heure d'une hauteur de 3 mètres et d'une longueur de 2 mètres au moins.

Les récipients d'air comprimé, d'oxygène ou de gaz neutres pourront être stockés dans le dépôt s'ils sont séparés des récipients d'acétylène par un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré 1 heure, s'élevant jusqu'à une hauteur minimale de 3 mètres.

Ce mur devra déborder d'au moins 2 mètres des zones dans lesquelles sont entreposés les récipients.

Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt, et dans un rayon de 8 mètres autour du dépôt, du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente dans et à l'extérieur du dépôt.

#### **8.6. Recuit et revenu de métaux**

Les fours seront placés à distance de toutes parties combustibles.

Aucun stockage de gaz ne sera réalisé dans une zone de 8 mètres autour des fours.

#### **8.7. Installations de combustion**

Elles seront conformes aux dispositions fixées par l'arrêté interministériel du 20 juin 1975

#### **8.8. Installations de compression, réfrigération**

Les installations seront conformes à l'article 4 ci-dessus.

### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES** **applicables à compter de la date de la notification**

- 9.1** Les bassins de confinement des eaux d'incendie visés à l'article 5.3.4 seront réalisés sous un délai de 24 mois.
- 9.2.** La mise en circuit fermé des installations de refroidissement d'eau fixée à l'article 5.2.c sera réalisée sous un délai de 15 mois.
- 9.3.** L'étanchéification et la réalisation d'obturateurs ou vannes de sectionnement sur les zones fixées à l'article 5.3.3. sera réalisée sous un délai de 12 mois.
- 9.4** L'alarme visée au § 8.1.1.1. et 8.1.1.4 devra aboutir le week-end et les jours fériés vers une personne susceptible d'intervenir. Ce basculement devra être opérationnel sous un délai de 6 mois.
- 9.5** La double paroi de la cuve des bains usés (n° 25) sera protégée des agressions extérieures et en particulier des véhicules. Ce dispositif sera réalisé sous un délai de 3 mois.
- 9.6** Une analyse sera effectuée sur les premières eaux pluviales de lessivage des toitures par un organisme agréé. Les paramètres recherchés seront le Cr et le nickel.



## **DISPOSITIONS DIVERSES**

- 10.1** Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.
- 10.2** L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation du dit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.
- 10.3** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- 10.4** La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accord exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie...).
- 10.5** Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'Inspection des Installations Classées et les inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

**Colmar, le 19 JUIN 1997**

**LE PREFET,**

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
**Signé : J.C. EHRMANN**



Pour amplification  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :

  
**Christian AULEN**

### **Délai et voie de recours**

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG que dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976).

